

**DANIÈLE HERVIEU-LÉGER  
BERTRAND HERVIEU**

---

**Le retour  
à la nature  
en vue des temps  
difficiles**

---

L'utopie néo-rurale en France



LE RETOUR À LA NATURE  
EN VUE DES TEMPS DIFFICILES

La collection *Monde en cours*  
est dirigée par Jean Viard

© Éditions du Seuil, 1979  
pour *Le retour à la nature. « Au fond de la forêt... l'État »*

© Éditions du Centurion, 1981  
pour *Des communautés pour les temps difficiles. Néo-ruraux ou nouveaux moines*

© « Une enquête sur les néoruraux, quarante ans d'écart... »  
*Revue Causses et Cévennes*, n° 3, 2016

© Éditions de l'Aube, 2023  
pour la présente édition  
[www.editionsdelalube.com](http://www.editionsdelalube.com)

ISBN 978-2-8159-5382-5

Danièle Hervieu-Léger  
Bertrand Hervieu

# Le retour à la nature en vue des temps difficiles

L'utopie néo-rurale en France

*éditions de l'aube*

## DES MÊMES AUTEURS

DE DANIELLE HERVIEU-LÉGER

*De la mission à la protestation*, Cerf, 1973

*Le féminisme en France*, Sycomore, 1982

*Vers un nouveau christianisme ? Introduction à la sociologie du christianisme occidental*, Cerf, 1986 ; 2008

*De l'émotion en religion* (avec Françoise Champion dir.), Centurion, 1990

*Religion et écologie*, (dir.), Cerf, 1993

*La religion pour mémoire*, Cerf, 1993 (trad. en anglais : *Religion as a Chain of Memory*, Polity Press, 2000)

*Identités religieuses en Europe* (avec Grace Davie dir.), La Découverte, 1996

*Le pèlerin et le converti. La religion en mouvement*, Flammarion, 1999 ; 2001

*Sociologies et religion. Approches classiques* (avec Jean-Paul Willaime), PUF, 2001

*La religion en miettes ou la question des sectes*, Calmann-Lévy, 2001

*Catholicisme, la fin d'un monde*, Bayard, 2003

*Dictionnaire des faits religieux* (avec Régine Azria et Dominique Iogna-Prat), PUF, 2010 ; 2019

*Le temps des moines. Clôture et hospitalité*, PUF, 2017

*Religion, utopie et mémoire*, EHESS, 2021

*Vers l'implosion ? Entretiens sur le présent et l'avenir du catholicisme* (avec Jean-Louis Schlegel), Le Seuil, 2022

DE BERTRAND HERVIEU

*Anciens paysans, nouveaux ouvriers* (avec Nicole Eizner), L'Harmattan, 1979

*Les agriculteurs et la politique* (avec Pierre Coulomb, Hélène Delorme, Marcel Jollivet et Philippe Lacombe), Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990

*Les agriculteurs français aux urnes* (dir.), L'Harmattan, 1992

*Les syndicats agricoles en Europe* (avec Rose-Marie Lagrave), L'Harmattan, 1993

*Les champs du futur*, François Bourin, 1993 ; Julliard, 1994

*Les agriculteurs*, PUF, 1996 ; 1997

*Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*, Flammarion, 1996

*Au bonheur des campagnes (et des provinces)* (avec Jean Viard), l'Aube, 1996 ; 2001 ; 2005

*L'archipel paysan. La fin de la république agricole* (avec Jean Viard), l'Aube, 2001 ; 2005

*À table ! Peut-on encore bien manger ?* (avec Pascal Delannoy), l'Aube, 2003

*Les orphelins de l'exode rural*, l'Aube, 2008

*Les mondes agricoles en politique* (avec Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle et Jacques Rémy dir.), Presses de Sciences Po, 2010

*Sociologie des mondes agricoles* (avec François Purseigle), Armand Colin, 2013

*Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible* (avec François Purseigle), Presses de Sciences Po, 2022

1970-2020 :  
CONTINUITÉS ET DÉPLACEMENTS  
DES UTOPIES NÉO-RURALES

Le projet de republier ensemble les deux volumes<sup>1</sup> de notre enquête, entreprise dans la première moitié des années 1970, sur les communautés néo-rurales apparues dans le sillage de la révolution culturelle de 1968 est né d'un constat : celui de l'intérêt durable que suscitaient ces livres non seulement parmi des chercheurs en sciences sociales qui continuaient de s'intéresser aux utopies et expressions contre-culturelles émergentes et à leur potentiel de transformation sociale, mais également parmi des acteurs engagés dans ces mouvements et désireux de connaître les antécédents de leurs propres initiatives. Cette observation avait déjà conduit les éditions de l'Aube à nous proposer une réédition du premier volume en 2005. Celui qui mettait spécifiquement l'accent sur les processus d'acclimatation accomplis par un bon nombre de ces immigrants de l'utopie, partis pour anticiper en communauté le changement radical du monde qu'ils appelaient de leurs vœux, et qui finirent par s'implanter durablement dans des territoires ruraux, vidés de leur population agricole traditionnelle, mais réinvestis par les politiques de préservation des espaces naturels et le développement du tourisme vert. Le second livre s'attachait au destin d'une population restreinte de groupes radicaux se préparant à faire face au désastre annoncé d'un monde saisi par l'hubris de la consommation : il était devenu introuvable, mais nous n'étions, à l'époque, plus guère sollicités à son propos. Nous ne pensions

---

1. *Le retour à la nature. « Au fond de la forêt... l'État »*, Paris, Le Seuil, 1979 et La Tour d'Aigues, l'Aube, 2005 ; *Des communautés pour les temps difficiles. Néo-ruraux ou nouveaux moines ?*, Paris, Centurion, 1981.

pas que ce voyage plutôt exotique du côté de ces communautés que nous qualifions d'« apocalyptiques » nous vaudrait, des années plus tard, des sollicitations inattendues, clairement activées par la montée en puissance du sentiment collectif d'une catastrophe écologique possible et prochaine.

De façon générale, lorsque nous avons réalisé cette enquête, nous n'anticipions pas que le phénomène néo-rural allait prendre pied durablement dans le paysage de la société française, encore moins qu'il allait contribuer durablement à la transformation de ses espaces ruraux. Nous l'abordions comme le réinvestissement utopique d'une contestation politique et culturelle privée de débouché politique par l'affaissement du mouvement social qui l'avait mise sur orbite. Nous admettions, comme une perspective probable, sinon inéluctable, que cette vague communautaire avait de bonnes chances de connaître le destin fatal des utopies qui est, selon le mot d'Henri Desroche, soit d'échouer (en se confrontant à la réalité), soit de réussir... et donc d'échouer tout autant (en perdant sa dynamique créative). D'ailleurs, parmi ceux qui, à l'époque, étudiaient les mouvements sociaux porteurs à leurs yeux d'un potentiel authentique de transformation collective, certains nous firent reproche d'accorder trop d'attention à ces manifestations – « marginales » à tous égards – d'une protestation contre-culturelle : elle était avant tout, à leurs yeux, le symptôme du ressentiment social d'une frange d'intellectuels déclassés, privés de leur rêve utopique par la retombée de la flambée révolutionnaire du printemps 68. La critique portait d'autant plus que nous ne nous étions pas contentés de suivre les parcours d'intégration du petit nombre de ceux qui, ayant surmonté les turbulences d'expériences communautaires souvent chaotiques, avaient finalement trouvé sur place les moyens – parfois subventionnés – de leur insertion sociale et économique. Nous avons également poussé l'enquête du côté de cette fraction – encore plus marginale – de transfuges de l'urbanité, portés par la conviction d'un désastre écologique imminent et désireux d'expérimenter, à l'écart d'un monde social non réformable, les voies d'une vie aussi autonome et sobre que possible. La viabilité de ces expériences autarciques était précaire, autant que leur capacité de produire des effets sociaux au-delà des petits groupes concernés, possiblement promis à une forme d'enfermement sectaire. Au tournant des années 1970-1980, au moment où parurent les deux livres présentés ici ensemble, il était assez logique de lire ces phénomènes – d'un côté, le choix du départ « au fond de la forêt » pour y trouver finalement l'État, et de l'autre, la recherche radicale d'une alternative sans compromis au totalitarisme de la consommation – comme une double expression de l'involution des idéaux de changement social global portés par le mouvement de



Mai 68 : une utopie promise à se dissoudre, en même temps que ces idéaux se fracassaient sur les contraintes du réel, se dissipaient dans le temps ou bien se convertissaient en de nouvelles aspirations individuelles et collectives au « bien vivre » dans les limites de la société de consommation.

Or, la vague néo-rurale ne reflua pas, au contraire. Elle eut un cours variable au fil des décennies, s'activant nettement à partir des années 2000 et quittant ses premiers espaces d'implantation privilégiée – les régions désertifiées du sud de la France – pour s'étendre progressivement à l'ensemble du territoire. Elle prit des formes différentes, avec un repli presque complet des expériences communautaires à vocation totalisante qui avaient été, à l'origine, les emblèmes du mouvement : le départ collectif au désert pour inventer une autre manière de faire société semblait avoir été submergé par le déferlement de démarches individuelles tendant à faire retour à la nature en vivant et travaillant à la campagne. À l'exception de quelques expériences collectives, du type des ZAD, engageant une confrontation directe et rationalisée avec un appareil d'État considéré comme le garant de l'ordre néolibéral, la visée d'une anticipation communautaire directe, *hic et nunc*, d'un nouveau modèle social a été emportée par les recherches multiformes d'un quotidien simplifié, ralenti, offrant aux individus les moyens de leur accomplissement personnel dans un travail « faisant sens » et dans un rapport réconcilié avec la nature. Ces expériences sont couramment affaire de couples et de familles, en quête d'un mode de vie professionnel et domestique apaisé, au contact d'un environnement naturel préservé et d'une convivialité locale devenus les marqueurs rêvés d'un idéal de vie, partagé bien au-delà de ceux qui franchissent effectivement le pas d'une installation à la campagne.

Les modalités de l'installation ont elles-mêmes changé : celle-ci est davantage préparée, davantage professionnalisée, d'emblée disposée à utiliser toutes les ressources (juridiques aussi bien que sociales et matérielles) offertes sur place à des projets innovants propres à animer ou à réhabiliter le tissu social local. Le contexte rural de ces implantations est lui-même radicalement différent de ce qu'il était au tournant des années 1970. La toile de fonds des immigrations utopiques d'alors était celle de la désertification des espaces ruraux, induite par la longue vague de l'exode rural. Aujourd'hui, s'il demeure des régions rurales sous-peuplées en raison de leur extrême enclavement géographique ou d'autres toujours en voie de dépeuplement, du fait notamment de processus de désindustrialisation encore en cours, la tendance s'est massivement inversée. Dans la plupart des régions rurales de France, depuis la décennie 1990, la population a augmenté, et ceci, malgré

la diminution continue de la population agricole. La facilité accrue des communications, les possibilités d'accès à la propriété à moindre coût qu'en ville, et les politiques d'aménagement et d'attraction mises en œuvre avec efficacité par les collectivités territoriales ont renversé la tendance à l'exode qui a marqué pendant un peu plus d'un siècle l'histoire rurale française. Paradoxalement, le ressenti d'« abandon » des territoires ruraux – couramment mis en avant dans le débat public – procède précisément de ce que ces territoires ont cessé d'être des espaces vides, sans pour autant disposer de toutes les facilités pratiques offertes par la ville, imposant notamment à leurs nouveaux habitants des déplacements quotidiens dont ils découvrent progressivement les contraintes. Parmi ceux-ci, les « installés » d'aujourd'hui entendent s'épargner ces frustrations fréquentes en se donnant précisément pour horizon un mode de vie stable et sobre, dans le respect de l'environnement et à distance de la frénésie urbaine autant que du stress professionnel.

La campagne à laquelle ils aspirent n'est pas d'abord celle des vastes territoires de montagne délaissés par l'élevage traditionnel. C'est, bien plus souvent, la campagne des villages et des hameaux, dans lesquels il est possible de renouer avec des formes d'échanges économiques locaux et avec des pratiques de convivialité que l'on peut réanimer, réinventer et au besoin inventer. L'agriculture biologique – magnifiée dans la pratique savante et esthétique du maraîchage en permaculture ou mise en œuvre dans des formes d'élevage respectueuses à la fois des traditions anciennes et du bien-être animal – cristallise, certes, toujours, et par excellence, le double désir de « nature » et d'« enracinement » qui les motivent. Mais le rêve des néo-ruraux d'aujourd'hui se décline sous des formes très variées. Certains se lancent dans l'apiculture ou dans la production artisanale (meunerie, brasserie, savonnerie, préparation d'huiles essentielles, etc.). Quelques-uns se forment à des métiers manuels « nobles » (travail du bois, du cuir, etc.) ou s'emploient à réhabiliter ou à ouvrir des petits commerces locaux polyvalents. Beaucoup s'investissent dans l'animation d'initiatives associatives et culturelles locales. Mais d'autres se contentent de reconverter sur place leurs compétences professionnelles, ou même de les exercer à distance en recourant entièrement ou partiellement au télétravail. Cette dernière formule permet notamment que l'un des membres du couple sécurise les revenus familiaux tout en donnant la possibilité au conjoint ou à la conjointe de s'engager dans une nouvelle activité plus aléatoire. Ces partages de formes de travail s'étendent à des formules collectives, coopératives plutôt que communautaires, permettant à des groupes amicaux ou affinitaires de tenter ensemble l'expérience du départ.

Ces déplacements du rêve de campagne ne sont pas sans liens avec l'évolution observable du côté des caractéristiques sociales de la population des candidats au départ. L'émigration de la ville vers les campagnes a cessé d'être le fait principal d'étudiants en sciences humaines, de jeunes chômeurs et de personnes exerçant des professions culturelles et sociales intermédiaires (enseignants, travailleurs sociaux, éducateurs, intermittents du spectacle, etc.) en rupture sociale, comme elle l'était dans la première moitié des années 1970. Les « nouveaux installés » d'aujourd'hui – ceux qui « lâchent tout » pour s'engager dans une « nouvelle vie » – sont plus âgés, souvent diplômés et parfois surdiplômés. On y trouve en nombre des ingénieurs, des médecins, des architectes, des agronomes, des informaticiens ou d'anciens cadres de la finance ou de la gestion des ressources humaines, formés en tout cas à des exercices professionnels divers qu'ils ont pratiqués, non sans déception, avant d'opter pour un mode de vie dont ils attendent avant tout qu'il « donne du sens » à leur existence. Et parmi les plus jeunes, on trouve un bon nombre de candidats au départ du côté d'élèves fraîchement sortis des grandes écoles, promis à trouver rapidement un emploi prestigieux et rémunérateur, qui affichent, dès la remise de leur diplôme, leur refus d'opter pour des activités professionnelles aussi potentiellement destructrices pour la planète qu'aliénantes pour ceux qui s'y engagent. Il faut néanmoins se garder de contraster trop abruptement les caractéristiques sociales et professionnelles des différentes vagues néo-rurales. La diversité des conversions professionnelles opérées par ceux qui font aujourd'hui le choix du départ à la campagne n'est pas entièrement inédite : le premier flux des néo-ruraux a compté aussi un certain nombre de professionnels affûtés qui voulaient changer de vie. L'élevage de chèvres ou la récolte d'herbes aromatiques ne résumaient pas la diversité des initiatives engagées sur place par les intéressés, et beaucoup de ceux qui prirent durablement pied dans les territoires qu'ils avaient rejoints y réussirent précisément parce qu'ils déployaient sur place des compétences professionnelles reconnues.

Ces démarches cherchaient couramment leur légitimité dans une critique politique radicale et explicite d'un système capitaliste que les formes classiques de la lutte de classe militante ne semblaient plus capables d'entamer. S'installer « à la marge », en subvertissant les modèles dominants de la consommation et de la « réussite sociale », devenait une manière d'affirmer, dans un contexte de reflux des luttes sociales, l'irréductibilité d'une protestation politique dont les intéressés espéraient souvent activer l'expression renouvelée, à partir des territoires les plus délaissés par le « système ». Aujourd'hui, à l'exception des expériences collectives de type zadistes dont

elle demeure le fer de lance, cette expression libertaire et antiétatique de la protestation néo-rurale s'est largement euphémisée. Cela ne signifie nullement que le phénomène soit vidé de toute consistance politique. Mais il faut ressaisir sa visée dans le répertoire de la conversion écologique des pratiques ordinaires, invoquée et mise en œuvre – avec des degrés variables de radicalité – par les intéressés. Disons – pour situer ce déplacement au risque d'exagérer le trait – que la protestation néo-rurale des années 1970 faisait de la révolution politique globale anticipée en communauté la condition d'émergence d'un rapport renouvelé à la nature. La protestation néo-rurale des années 2020 fait plutôt de la révolution écologique engagée concrètement *hic et nunc* la condition d'émergence d'une nouvelle société politique. Entre politique et écologie, l'utopie n'a pas disparu : elle s'est déplacée en construisant autrement son projet d'expérimenter, par le bas, une alternative culturelle à l'ordre dominant.

S'il y a, cependant, une véritable nouveauté du phénomène actuel du « retour à la nature », elle se trouve dans le continuum qui s'établit entre les différentes trajectoires de l'insertion néo-rurale et des aspirations à une « vie au vert » de plus en plus largement partagées et mises en œuvre par des individus et des familles qui s'établissent dans des zones périurbaines toujours plus élargies, tout en continuant à travailler en ville. L'expérience éprouvante du confinement en ville pendant la pandémie du Covid-19 a considérablement accélérée cette convergence en suscitant une multitude de « départs à la campagne », motivés avant tout par le désir de s'éloigner des métropoles urbaines, et dont la pérennité est, au demeurant, encore difficile à évaluer. Intensives ou partielles, affichant expressément un désir de rupture avec les modes dominants de la consommation et du travail ou inscrites seulement dans des formes limitées d'aménagement de la vie quotidienne, ces expériences – désormais socialement banalisées – invoquent des objectifs communs : entretenir, pour les intéressés et pour leurs enfants, un rapport plus étroit avec la nature ; trouver une alimentation saine ; consommer local ; échapper à la pollution et aux nuisances urbaines, changer de rythme, redonner du sens à la vie quotidienne, etc.

Se demander si cette large diffusion sociale d'un « désir de campagne » ne pourrait pas être l'expression, en même temps que la cause, d'une révision à la baisse de l'utopie qui animait les communautés néo-rurales étudiées dans ces deux livres est aussi vain que d'interroger la priorité de la poule ou de l'œuf. Il est également inutile de se demander si l'évolution de la morphologie sociale de la population des « installés » pourrait expliquer une

forme d'acculturation de la protestation aux valeurs dominantes, justifiant de lire les projets d'aujourd'hui comme de pâles succédanés de ceux d'hier. La compréhension des vagues successives du phénomène néo-rural depuis un demi-siècle ne consiste pas à établir un palmarès de la radicalité politique ou écologique, mais à éclairer les configurations variées prises, dans des contextes sociaux différents, par le refus du monde comme il va et par l'aspiration – commune à toutes les générations néo-rurales – d'inventer une manière renouvelée d'habiter un monde réaccordé à son environnement naturel. Pour cela, il faut identifier les cadres culturels, politiques et économiques des imaginaires de la vie rurale qui nourrissent différemment, à chaque époque, les projets d'installation. Il faut, en même temps, éclairer – en les historicisant précisément – les logiques politiques et culturelles du désir de rupture lui-même. La protestation contre le cours du monde et la projection d'un avenir alternatif ne se construisent pas de la même façon selon qu'on se place à l'horizon d'une révolution sociale et politique provisoirement différée qu'il faut préparer par d'autres voies ou bien dans celui de l'expérimentation urgente des manières de faire face à l'effondrement inéluctable de l'habitabilité de la planète.

En réalité, ces deux thématiques – politique et écologique – n'ont pas cessé de se croiser à toutes les étapes du phénomène néo-rural, en prenant, dans des conjonctures successives, des valences différentes. Ces variations s'inscrivent à la fois dans la visée des expériences, dans les formes variées et plus ou moins radicales de leur mise en œuvre, dans les effets sociaux qu'elles génèrent localement et dans les modalités de leur réception sociale. Restituer un moment de l'analyse du fait néo-rural et contribuer, du même coup, à ce travail de mise en perspective historique, tel est l'objectif de la republication conjointe de ces deux livres<sup>1</sup>.

DANIÈLE HERVIEU-LÉGER ET BERTRAND HERVIEU,  
Septembre 2022

---

1. En 2016, nous avons été sollicités de porter un regard rétrospectif sur notre enquête des années 1970 pour le numéro de la revue *Causses et Cévennes* consacré aux « Retours à la terre » (n° 13). Nous l'avions fait en revenant sur les conditions de cette enquête, sur ses lignes directrices et sur quelques-uns de ses points aveugles. Il nous a semblé, ainsi qu'à notre éditeur, qu'il était pertinent d'adjoindre cette relecture à la réédition des deux ouvrages.



# I

## LE RETOUR À LA NATURE

« AU FOND DE LA FORÊT... L'ÉTAT »





## Introduction

Qui, aujourd'hui, entre deux métros, ne rêve de vivre à la campagne ? Qui ne rêve de retrouver, loin des miasmes et de la frénésie urbaine, cette vie simple, en harmonie avec la nature qu'on prête aux paysans d'autrefois ? Nostalgies du village où tout le monde se connaissait, nostalgies d'un travail où l'on voyait, où l'on palpait ce qu'on faisait, nostalgies de ces savoirs fondamentaux – désormais enfouis ou dévalués – qui permettaient de maîtriser son univers, nostalgies d'une sagesse qui savait placer l'homme dans la nature et non pas contre elle... nostalgies d'un monde où chacun, connu comme le fils d'Un tel et Une telle, avait ses racines...

Repoussoir hier, le monde rural est aujourd'hui un fantastique réservoir de fantasmes. Des fantasmes qui font vendre : à défaut de vie verte, on achète « naturel », « bio » ou « rétro »... Des fantasmes qui font vivre : ceux pour qui l'horizon de l'existence, c'est la maison, ou la retraite à la campagne... Des fantasmes suffisamment mobilisateurs pour conduire des gens comme vous et nous à abandonner leur emploi, leurs perspectives de carrière, leur genre de vie pour se risquer à l'artisanat ou à l'agriculture... Immigrants de l'utopie, non parce que leur démarche serait nécessairement irréaliste ou farfelue, mais parce que leur refus du quotidien et leur rêve d'un avenir autre s'expriment dans cette tentative pour retrouver, loin des villes, un âge d'or que le progrès, l'industrie, le mirage productiviste ont, selon eux, détruit. Entre ceux qui font le pas de l'installation définitive à la campagne et ceux, de plus en plus nombreux, qui survivent cinq jours durant dans l'attente du week-end aux champs, il y a bien des situations intermédiaires : ceux qui vont vivre à la campagne, mais pour y exercer leur métier d'infirmière, d'enseignant ou d'employé du Crédit agricole ; ceux aussi qui vont habiter « au vert » mais gardent leur travail en ville au prix d'une bataille quotidienne avec les horaires de train... Où commence l'« installation » proprement dite ? C'est parfois difficile à dire. Un professeur au lycée de Melun, qui vit dans une commune de moins de

200 habitants et regroupe ses heures d'enseignement pour cultiver son potager, n'attire l'attention de personne. S'il est professeur au lycée d'Alès ou de Florac, s'il n'est pas Cévenol de souche et s'il a retapé lui-même sa maison dans un hameau qui compte moins de cinq feux, il appartient sans conteste à la population « hippie »... Confrontés constamment à cette difficulté, sur le terrain, nous avons fait un double choix : celui d'abord de nous intéresser principalement à ceux qui, au prix le plus souvent d'un changement complet d'orientation, s'installent, dans des régions dont ils ne sont que rarement originaires, comme agriculteurs ou comme artisans. Celui, ensuite, de considérer ces immigrants de l'utopie moins du point de vue des trajectoires individuelles qui les ont conduits de la rupture au départ et du départ à l'installation que du point de vue du phénomène social que constitue leur arrivée en nombre, dans des régions dites désertifiées ou de sous-densité. Certes, leurs raisons de partir nous importent : si nous ne nous en sentions pas nous-mêmes, peu ou prou, complices, aurions-nous entrepris cette étude ? Mais, importent plus encore les modalités concrètes de l'installation de 5, 10 ou 20 jeunes venus des villes, avec chèvres et enfants, dans un village qui compte 20 ou 30 habitants permanents souvent âgés, sans école ni commerçants, dans un de ces villages morts-vivants comme on en rencontre dans les régions de montagne... Quel enjeu social représentent ces nouveaux arrivants ? Que signifie leur venue dans ces régions, et pour ces régions ? Qu'indique enfin, pour la société tout entière, la remontée de ces aspirations à la ruralité dont le « mouvement du retour » est l'expression et le symbole ?

Il est d'ailleurs malvenu de parler de « retour » : pour retourner à la terre, il faut en être parti. Or, la plupart des « néo-ruraux », s'ils sont – comme tous les Français – d'origine rurale, ont rarement des attaches proches à la campagne. Plutôt que de retour, mieux vaudrait parler de recours : face à la crise, au chômage, à la pollution, à la bureaucratisation généralisée de la vie sociale, les immigrés de l'utopie en appellent à la terre, à la nature, à un monde rural magnifié par leur imagination, symbole d'harmonie, de solidarité, de communauté...

Faut-il même parler de « mouvement » ? Les intéressés emploient ce terme pour signifier qu'ils ne sont pas seuls à tenter l'aventure, que les arrivées se multiplient, qu'ils constituent une population nouvelle dans ces régions. Nous l'avons utilisé, à notre tour dans ce sens, sans lui donner une connotation plus sociologique : le phénomène d'installation n'est pas un mouvement social, au sens strict du terme, mais un processus éclaté, porté par une population que son homogénéité sociale relative ne constitue pas pour autant en une force sociale, poursuivant consciemment les objectifs d'une couche ou d'une catégorie sociale déterminée.

Mouvement du retour : la formule est donc inadéquate. Nous l'avons employée, de préférence à une autre plus exacte, simplement parce qu'elle est comprise de tous, et d'abord des intéressés eux-mêmes qui disent, à travers les mots, leur désir de retrouver un enracinement dans la nature et dans l'histoire, perdu quelque part, en amont d'eux et que, cependant, ils sentent leur.

Tenter, comme nous l'avons fait, de situer cette « utopie du retour » qui se déploie depuis quelques années en France, par rapport au mouvement de Mai 68, ne signifie pas qu'on méconnaisse l'existence de courants bien antérieurs illustrés, avant et depuis la guerre, par les figures de Joseph Delteil, de Marcel Légault, de Lanza del Vasto mais aussi par les souvenirs moins nobles du pétainisme... Nous avons délibérément laissé de côté dans cet essai le volet religieux du phénomène actuel du recours à la terre, nous réservant de l'aborder spécifiquement dans un second ouvrage. L'exploration, que nous amorçons, de ce dossier foisonnant montre vite que Mai 68 est loin d'être le point de départ de toutes les immigrations utopiques. Il reste que, pour la plupart des « installés », ce fut là le tournant décisif et que l'ampleur prise, dans la société tout entière, par les aspirations à la vie verte n'est pas sans rapport avec le grand ébranlement du printemps 68, ni avec ce qu'il est advenu, par la suite, des espoirs soulevés en ces jours d'effervescence.

Mais l'utopie est aujourd'hui confrontée à des données nouvelles : celles, notamment, de la politique de l'espace qui s'intéresse de manière toute neuve à ces régions délaissées, devenues réserves de nature et d'air pur...

Pendant près de trois ans, sans technique d'enquête sophistiquée, mais en utilisant toutes les ressources de l'observation directe et participante, nous avons cherché à restituer la multiplicité de ces parcours vécus, du rêve de la vie paysanne à l'installation agricole, du fantasme de la création d'art à la vente d'objets « faits main » aux touristes...

Nous avons interrogé les intéressés ; vécu, dans un certain nombre de cas, quelque temps avec eux ; questionné la population locale, les notables, les administrations ; saisi, à chaud, des conflits, des crises et des fêtes... Nous ne sommes pas sûrs, pour autant, d'avoir « fait le tour » du phénomène. Était-ce d'ailleurs notre objectif ? Au travers de ces images multiples du « mouvement du retour », nous cherchions plutôt à dessiner les tendances d'un processus qui met en question les pratiques de la contestation sociale, autant que le système lui-même, et qui interroge nos représentations de la ruralité en même temps que notre propre désir de rupture.



# 1

## Exodes utopiques

« Hippies », « routards » et « marginaux »

Été 1968 : l'arrivée en nombre d'étudiants et de jeunes dans ces régions du Sud, paradis des marcheurs à pied et des campeurs « sauvages », que sont les Cévennes, l'Ariège ou les Hautes-Alpes, pouvait encore être mise sur le compte habituel des périodes de vacances. Mais, parmi ces migrants de l'été, certains avaient déjà un objectif précis : trouver une ruine isolée, peut-être (le rêve !) un hameau abandonné, où il serait possible de s'installer en groupe, pour y vivre – dès maintenant – « autrement ». Le mouvement n'est encore qu'amorcé : au cours des trois années suivantes, il prend l'ampleur d'une espèce d'exode utopique, impossible à chiffrer avec précision, et qui culmine au cours des étés 1971 à 1973. C'est par centaines alors que des candidats à l'installation à la campagne, duvet et guitare au dos, mettent à profit les mois de vacances pour explorer les vallées de montagne les plus reculées dans l'espoir d'y trouver un toit. Ils furent 500, par exemple, pour les seules Cévennes gardoises en été 1970, selon un pasteur qui se fit l'observateur attentif du phénomène ; mais il soulignait lui-même : « Je ne peux pas l'affirmer absolument... »

Ils se renseignent chez les commerçants, dans les mairies, dans les mas :

« Ces étés-là, j'en ai vu des dizaines, quelquefois plusieurs par jour, et tous ceux qui arrivaient sur la commune ne venaient pas forcément me voir... Tous cherchaient une ruine pas chère, rien ne les décourageait... »

rappelle le maire d'une commune de la Vallée française, dans les Cévennes lozériennes.

Si le phénomène est impossible à chiffrer au plan global, on peut cependant se faire une idée de ce qu'il a représenté à l'échelle d'un village ou d'un

canton, en partie vidés de leurs habitants par l'exode rural. À Bonnevaux, une petite commune des Cévennes gardoises qui compte 29 habitants permanents, ils sont plus de 100 au cours de l'été 1969 à s'enquérir des ruines disponibles et à camper, en attendant mieux. « Ils circulaient en stop... et dans des tenues!... On était envahi. » La population locale a réagi avec une curiosité rapidement transformée en hostilité à ces arrivées en masse : « Des drogués... » « Des fainéants... » « Des fils à papa, qui ont mis le bazar en ville et, maintenant, ils viennent le mettre chez nous... » L'attitude accueillante adoptée ici ou là par un instituteur, un pasteur, un curé, à l'égard des nouveaux arrivants n'a compensé que très faiblement le rejet massif dont ils ont fait l'objet.

Une grande partie d'entre eux repartait, d'ailleurs, dès la fin des jours chauds. Quelques-uns affrontèrent un premier hiver en montagne, épreuve par excellence des rêves ruraux et communautaires.

« Février, nous disait un curé d'une paroisse lozérienne, c'est la période terrible. Non seulement il y a le froid, les réserves s'épuisent, les gens sont crevés, mais surtout les groupes ne peuvent plus se supporter. J'ai vu des tas d'expériences craquer à ce moment-là... »

À Bonnevaux, ils sont 5, témoins de la « période héroïque des communautés », à n'avoir pas lâché prise.

« Pourtant, dit le maire, ils ont tout eu : la neige, l'eau et le feu. Mais, maintenant, ils sont vraiment bien accrochés au pays... ce sont des gens qui resteront. »

95 % d'abandons : c'est un chiffre qui rend compte, assez correctement, de l'extraordinaire fluidité du phénomène en général. Mais, malgré cette sévère sélection par le froid, par les problèmes de survie et par la cohabitation communautaire, chaque été ramenait dans ces régions désertifiées un nombre imposant de jeunes décidés à tenter l'expérience. Chaque communauté, qui parvenait à s'installer et à durer plus que les quelques mois d'été, polarisait autour d'elle un réseau mouvant de compagnons de route provisoires, venus pour quelques jours ou pour quelques mois. Certains passaient « pour voir », le temps des vacances, parce qu'ils avaient un copain ici ou là. D'autres étaient à la recherche d'une insertion communautaire, transitaient de groupe en groupe, sans savoir d'un jour à l'autre s'ils resteraient ou repartiraient. Une fois passée la phase de l'installation où la dimension de « l'accueil » était fortement valorisée dans le projet des groupes, ce « passage » impossible à maîtriser finit par poser de graves problèmes aux communautés : un problème économique d'abord, car les

arrivants payaient rarement leur écot et, pour une bonne part d'entre eux, le paiement en services rendus ou en travail manuel demeurait un principe assez formel.

« L'été 1972, il y a eu 150 personnes qui sont passées : des individus, des groupes. On en a même vu qui avaient loué un petit car pour venir... Ils avaient notre adresse par des circuits de copains, parce qu'on n'a jamais mis d'annonce. À la fin du mois d'août, il ne nous restait rien du potager, ni une pomme de terre ni une carotte... Nous, on comptait faire l'hiver avec. Maintenant, les parasites, les glandeurs, moi, je les vire... » (Deux couples installés en Cévennes lozériennes.)

S'il est vrai qu'un certain nombre de communautés ont, à l'inverse, vécu du passage et subsisté avec les ressources amenées par les arrivants, il ne fait pas de doute que – de manière générale – ce va-et-vient permanent constituait une charge très lourde pour les communautaires stables, à la fois sur le plan matériel et sur le plan psychologique : certains se trouvaient dépossédés de la vie communautaire qu'ils étaient précisément venus chercher, voire du minimum d'autonomie individuelle.

« Au début, on était contents : on voulait que des tas de gens viennent se greffer sur notre groupe. On voulait que la communauté éclate tout le temps. Et puis, c'est devenu un enfer. On ne pouvait jamais ni se retrouver ni parler. Il y avait des gens partout. Ça venait, ça sortait... Nous, on était épuisés, et puis, avec Annie, on ne se voyait plus qu'au lit ! Ça ne ressemblait plus à rien. » (Communauté en Cévennes lozériennes, à S.)

Cependant, l'intensité même de cette circulation communautaire a contribué à créer un tissu de relations entre des groupes dispersés, et même un embryon de « sociabilité marginale » : comme les colporteurs d'autrefois, qui diffusaient les nouvelles de village en village, les parcours des « marginaux » établissaient des liens entre communautés, d'une vallée à l'autre et même d'une région à l'autre. Tel « installé » des Cévennes a parcouru les communautés ariégeoises ; telle communauté lozérienne a fait ses premières armes sur le plateau de Millevaches ; c'est dans l'Aude qu'on retrouve aujourd'hui les témoins de la fondation d'une communauté dans les Hautes-Alpes... Et, pour une part, nous avons enquêté sur place en reparcourant nous-mêmes certains de ces trajets dont chaque étape nous livrait la suivante.

Les témoignages et surtout les petites annonces publiées dans la presse parallèle (*C, Le lien communautaire, Actuel*, etc.) ou, plus tard, dans *Libération* ou *La Gueule ouverte* ont contribué au développement de ce

nomadisme « marginal ». Le processus classique est le suivant : un groupe arrivé en été connaît, dans la période d'hiver, des difficultés de survie, une crise interne, qui conduisent une partie de ses membres à repartir en ville ou à se diriger vers d'autres communautés. Ceux qui restent, souvent en tout petit nombre, font passer une annonce pour relancer une expérience communautaire, ou pour rééquilibrer la répartition par sexe dans le groupe, le moindre nombre des filles par rapport aux garçons étant un problème très fréquent dans les communautés rurales.

« AUTARCIE. Nous sommes une fille et trois mecs à occuper un hameau dans les Cévennes. Nous aimerions que des nanas sympas se joignent à nous. Nous comptons vivre de l'élevage et agriculture. Bien d'autres choses peuvent aussi être envisagées (maman gâteau s'abstenir). Écrivez-nous avant de passer nous voir. » (*Libération.*)

Cette pratique de recrutement accentue la fragilité des groupes et la mobilité de leurs membres, qui ne sont liés entre eux par aucune relation établie antérieurement à l'expérience communautaire proprement dite. Il n'était d'ailleurs pas rare, surtout dans les années 1969-1972, et il est encore assez fréquent, que des groupes se constituent par annonce et organisent ensuite leur départ, ou encore qu'un individu disposant d'un gîte à la campagne fasse appel par ce biais à des compagnons ayant envie, comme lui, de retour à la nature. Le récit de Michel Besson, Françoise Denaud et Bernard Vidal, publié par leurs soins en 1976 sous le titre *Tentatives communautaires*, donne une bonne idée du succès rencontré par ces offres communautaires.

« Me sentant menacé par cette dépersonnalisation où une conscience et une pratique se désintègrent, se vident de sens, je décide de foutre le camp tout de suite ! Faire la route ? Ça ne me tente pas. Trouver un boulot ailleurs, en usine ? J'aimerais faire autre chose... J'aspire pour l'instant à un mode de vie qui me laisse plus de choix, avec un mode de production utile qui me permette de travailler la matière, d'avoir un rapport direct avec la nature, et en même temps une coopération concrète avec beaucoup d'autres personnes... Nous parlons beaucoup de tout cela avec des copains, étudiants et ouvriers, mais surtout entre Marie-Pierre et moi. Nous avons entendu parler de communautés rurales... pourquoi pas... On décide notre départ définitif pour le début de l'été, dans une ferme qu'un ami peut nous prêter sous promesse d'achat dans les six mois... On passe alors une petite annonce dans un canard gauchiste, du genre des milliers d'annonces qui se multiplieront ensuite dans les journaux soi-disant "underground" : cherche gens pour vivre des trucs chouettes, communauté rurale, activités agricoles, liberté sexuelle, accueil, etc. Il reste deux mois avant juillet. Il me



faut prendre le large [...]. Pendant ce temps, Marie-Pierre m'envoie les réponses d'une cinquantaine de personnes à notre petite annonce... nous leur envoyons l'adresse de la ferme ». (P. 37.)

Dans la grande phase anti-institutionnelle de l'après-Mai 68, une quantité d'expériences rurales ont débuté de cette manière, se faisant et se défaisant, drainant une population flottante : 40, 50, 100 personnes parfois. Car les adresses circulent vite, de bouche-à-oreille, entre les « routards » mais aussi dans les lycées, les MJC, les mouvements de jeunesse, à l'occasion des festivals de musique pop ou de free-jazz : on sait par le copain d'un copain qu'il y a un groupe, à X ou Z ; on va voir, on repart comme on est venu, toujours en stop... On reste, parfois...

Dans cette mouvance communautaire, quelques groupes ont particulièrement cristallisé ces parcours. Communautés très nombreuses, d'inspiration surtout libertaire, elles ont été les véritables plaques tournantes du mouvement communautaire dans l'immédiat après-Mai 68. On partait alors à Rochebèze, à La Blacherette, à Gourgas, à Villeneuve-du-Bosc, au Bosc, etc., comme aux lieux saints de l'utopie. Ici ou là, la personnalité charismatique d'un fondateur jouait pour beaucoup dans la fascination exercée par ces seuls noms sur les « marginaux ». C'étaient, à tout le moins, d'étonnants laboratoires où la recherche de la suppression de tout pouvoir se résolvait souvent en une combinaison explosive de fête et de violence. Les témoins de cette « période héroïque » sont encore nombreux parmi les « installés » actuels, mais il ne reste pratiquement aucun groupe qui témoigne de l'inspiration anti-institutionnelle radicale qui donnait le ton à la première vague des immigrations utopiques de l'après-Mai 68.

### L'installation

Lorsque nous avons commencé cette étude sur le phénomène du retour, en 1975, nous sommes partis « sur le terrain » avec une question simple : un certain nombre de gens ont quitté et quittent la ville, avec le rêve de changer radicalement de vie ? Que devient ce rêve quand il est mis en pratique ?

Implicitement, nous acceptons le point de vue commun qui veut que les « marginaux » constituent une population réduite en nombre, conduisant à l'écart de la vie sociale des expériences exceptionnelles au double sens du terme : rares et hors normes. Persuadés que le phénomène – spécifique de l'après-Mai 68 – était aujourd'hui plutôt en régression, nous pensions qu'il était urgent d'en saisir ce qui pouvait encore en être saisi : étaient-ils des

exclus? Ou bien une avant-garde? Avaient-ils été piégés par l'utopie ou étaient-ils les annonciateurs d'un mouvement social capable d'emporter le système dominant? Pour tenter de nous éclairer sur ces points, nous nous sommes dirigés, naturellement, dans une de ces régions qui, de notoriété publique, avaient attiré et attireraient encore un grand nombre d'aspirants à la vie rurale: les Cévennes. De là, nous avons divagué, à notre tour, dans d'autres régions de l'utopie: Pyrénées, Millevaches, Hautes-Alpes...

Première surprise: nous avons découvert que les « installés » – puisque tel est le nom dont ils se désignent le plus souvent eux-mêmes, de préférence à celui de « marginaux » plus couramment utilisé dans l'après-Mai 68 – étaient aujourd'hui plusieurs milliers en Cévennes. Loin de se tasser, le processus d'immigration se poursuit en se transformant et les Renseignements généraux ne sont plus, de très loin, les seuls à s'intéresser sur place à cette population nouvelle.

Seconde surprise: en poursuivant notre enquête, au-delà du seul cas cévenol, nous avons mesuré que le phénomène, concentré dans les années 1969-1972, dans des régions nettement localisées du sud de la France et qui demeurent aujourd'hui les principaux pôles d'attraction, tendait, dans la période la plus récente, à s'élargir pratiquement à tout le territoire national. Certes, il n'y a pas un nombre considérable de « néo-ruraux » dans le Nord... ni, en général, dans les grandes régions agricoles où le prix de la terre est très élevé. Mais un peu partout on rencontre des « cas », voire de petits noyaux d'« installés »: dans le Jura, au sud des Vosges, en Côte-d'Or, en Basse-Normandie, en Bretagne... À la périphérie sud du Bassin parisien: Charente, Manche, Pays de la Loire. Sur le pourtour du Massif central, dans le Lot-et-Garonne, dans le Gers, les expériences de « retour » – agricoles, artisanales ou d'autre type – se multiplient. On ne saurait encore parler là de « phénomène social », mais le fait ne peut déjà plus être ignoré. Sur le plateau de Millevaches, les « installés » sont plusieurs dizaines, une centaine peut-être: en chiffre absolu, c'est très peu; dans la mesure où ils prennent pied dans les zones les plus désertifiées du plateau, leur présence n'est pas négligeable. Il reste que la grande majorité des « marginaux » demeure aujourd'hui concentrée dans les trois zones méridionales qui, dès 1968 et même avant, ont fait rêver les candidats à la vie verte. Malgré la précarité des évaluations quantitatives qu'on peut donner d'une population aussi mouvante et « fluide », et en recoupant diverses sources, on peut avancer qu'ils sont aujourd'hui à peu près 3 000 dans la montagne Noire, le Minervois, les Cévennes et le Vivarais, installés principalement dans la moitié inférieure de la montagne et dans la bande de garrigue qui la jouxte immédiatement. La zone la plus peuplée de « marginaux » est la

partie gardoise des Cévennes, qui est aussi la plus méditerranéenne, sauf aux points les plus touristiques où les néo-agriculteurs sont peu nombreux mais où, à l'inverse, la proportion d'artisans tend à augmenter.

Une autre zone importante de peuplement utopique est la moyenne montagne pyrénéenne : en Ariège, dans le Couserans, le Plantaurel ; dans la bordure catalane jusqu'à la plaine du Roussillon, ils sont 1 500 à 2 000 ; chiffres là aussi difficiles à établir de façon ferme en raison des fluctuations saisonnières de la population dite « néo-pyrénéenne ». La proportion des « installés » est en augmentation à l'est de la vallée de l'Aude, dans les Corbières, ainsi qu'à l'ouest au-delà de Pau. Dans les Hautes-Pyrénées même, dont le climat est plus rigoureux, et à l'exception du plateau de Lannemezan, hautement industrialisé, on voit naître, dans toutes les vallées, quelques expériences agricoles ou artisanales de survie marginale.

Un dernier pôle enfin est constitué par l'arrière Provence, à l'exclusion – en raison du prix du terrain et de l'immobilier – de la bande côtière. Du fait de la structure des vallées, la dispersion des « installés » est plus marquée qu'en Cévennes ou en Ariège, avec deux zones de très forte densité, autour de Barcelonnette d'une part, autour d'Aubagne d'autre part.

Les arrivées les plus massives ont eu lieu à l'évidence dans des régions de soleil, mais dans des régions qui ont aussi le plus eu à souffrir de l'exode rural, celles qui sont aujourd'hui les plus désertifiées, les plus périphériques par rapport à la vie économique nationale : régions de montagne, promises à l'enrêsinement, où les formes traditionnelles d'élevage disparaissent en même temps que les derniers paysans âgés, qui avaient réussi à subsister, tant bien que mal, sur des terres pauvres et difficiles à travailler.

« Et où voulais-tu qu'on aille ? En Beauce ou en Normandie peut-être ? Tu connais beaucoup de ruines à bon marché, ou de terres en friche là-bas ? Si on est venu là, c'est tout simplement qu'on ne pouvait pas aller ailleurs. Il n'y a pas à chercher autre chose ! »

Pierre, agrégé de mathématiques, professeur (en disponibilité) dans un lycée de la région parisienne, qui retape une maison dans un hameau d'Ariège pour s'y installer comme apiculteur, a réagi vivement quand nous avons suggéré que ces régions pouvaient exercer, sur ceux qui partaient pour « changer de vie », une fascination pas seulement liée à la possibilité matérielle d'y trouver une bâtisse et un bout de terrain, plus facilement qu'ailleurs. Son souci à lui, comme à beaucoup d'« installés » arrivés récemment, est de gommer autant que possible ce que la démarche du retour pourrait avoir d'« utopique », mot qu'il déteste parce que synonyme, pour lui, de « rêve impossible ». Les arrivants de la première heure avaient moins de

réticence à exprimer leurs espoirs de faire revivre le désert, pour y inventer une nouvelle manière de vivre et d'être.

Certes, l'argument « économique » est loin d'être sans poids ; il est vrai qu'en Cévennes, en Ariège et, à un moindre degré, dans les Hautes-Alpes, il était encore possible, en 1970 ou 1971, de trouver une ruine à un prix abordable. On pouvait surtout envisager de squattériser, purement et simplement, des bâtiments et des domaines laissés en friche depuis des années par leurs propriétaires : une des plus anciennes communautés ariégeoises d'inspiration anti-institutionnelle et libertaire a ainsi occupé la propriété d'un parlementaire de la région parisienne qui n'y venait jamais. Il finit par leur donner un million d'anciens francs pour leur permettre de s'installer ailleurs. Ils croquèrent ensemble le million (« En un été ! quel pied ! ça a été une fête extraordinaire ! ») et... restèrent. Ils y sont encore, eux ou leurs successeurs, car les groupes se renouvellent et se recomposent continuellement. Cette (très relative) disponibilité de la terre a été de courte durée : l'augmentation du prix des terrains et de l'immobilier, du fait du développement des résidences secondaires et de la valorisation de l'espace liée à l'aménagement touristique, a rapidement balayé l'illusion de la « ruine qu'on peut avoir pour presque rien ». Les candidats au retour ont – parfois cruellement – fait l'expérience que l'absence d'habitants ne signifiait pas l'absence de propriétaires, et qu'un hameau déserté n'est pas forcément un hameau libre. Il l'est d'autant moins que l'expansion même du phénomène d'installation et surtout le développement de la demande de résidences secondaires incitent des propriétaires, qui jusque-là se préoccupaient peu de voir leurs terres en friche parcourues par des troupeaux, à affirmer avec rigueur leurs droits sur des biens qu'ils laissent à l'abandon.

L'obstacle foncier est aujourd'hui le principal frein à l'installation, et pas seulement dans les régions où sont encore présents de gros intérêts agricoles. La résistance à vendre ou à louer manifestée, dans les régions désertifiées elles-mêmes, par des propriétaires qui n'exploitent pas ou plus est faite à la fois de l'idée que les ruines prennent de plus en plus de valeur et qu'il faut en tirer le meilleur parti possible, et de la difficulté psychologique de supporter que d'autres tentent de réussir là où ils ont échoué : c'est ainsi que des candidats à l'installation peuvent parcourir pendant des mois des vallées quasi désertes, sans parvenir à trouver une possibilité d'achat ou de location. Souvent peu argentés, ils ne peuvent concurrencer les demandeurs de résidences secondaires, et lorsqu'ils ont réussi à obtenir quelques hectares, ils ont de gros problèmes pour trouver des pacages ou même des parcours pour leurs bêtes, aux abords de leur exploitation.

La situation est telle, dans les Pyrénées notamment, qu'un certain nombre d'« installés » songent à s'organiser pour faire valoir leurs « droits à la survie », contre ces pratiques de gel de la terre. En Ariège, dans le Couserans, un groupe de Néo-Pyrénéens a pris l'offensive de deux manières. Après plusieurs mois de recherches infructueuses pour trouver une maison à habiter, ils se sont résolus à construire eux-mêmes sur la terre dont ils avaient réussi à obtenir la jouissance. Un architecte membre du groupe a fait les plans de petites « cellules » individuelles, en bois, à chauffage solaire. Le « caractère expérimental » de ces dômes ou zômes (structures pointues) a été pris en considération par la direction départementale de l'Équipement, qui leur a accordé le permis de construire. L'un d'eux, ancien enseignant converti à la menuiserie, a monté un atelier, et le groupe a pris en charge la réalisation matérielle de cet habitat « villagisé » d'un type nouveau. Mais, dans le même temps, ce « collectif » constitué en société civile d'exploitation agricole attaquait devant les tribunaux, en invoquant la loi récente sur les terres incultes, un propriétaire de la vallée (qui préférerait voir se dégrader ses bâtiments et ses terres, plutôt que de leur faire un bail). Depuis les décrets de janvier 1978, la procédure en la matière est devenue administrative : malgré la longueur prévisible de la démarche, du fait de ce changement de régime juridique, ils ont décidé de poursuivre. En attendant, ils ont occupé un bout de terrain, appartenant à ce propriétaire, pour y faire un potager :

« Ils nous ont envoyé les gendarmes. On les a reçus gentiment. On leur a dit : nous n'abîmons rien, au contraire. C'étaient des ronces, on y fait pousser des carottes ! Les gendarmes ont été d'accord avec nous et ils n'ont même pas dressé de procès-verbal. Depuis, on dit dans le pays qu'ils ont peur des hippies... »

En Cévennes, un groupe occupe des terres et des bâtiments appartenant en partie au Parc des Cévennes et en partie à un propriétaire privé. Si le Parc laisse plutôt faire, ce dernier est à l'inverse bien décidé à faire valoir ses droits et à obtenir leur expulsion une fois la période d'hiver passée. Mais, après un hiver là-haut, « Ce qui prouve, disait un agriculteur du coin, qu'ils en veulent vraiment ! », ils sont décidés à faire de leur occupation illégale une démonstration : celle du scandale que constitue le gel des terres. Une affiche faite par leurs soins a fleuri sur les murs des communes de la Vallée longue :

« Contre le gel des terres, la spéculation, l'émigration, le chômage, une solution : la réappropriation collective. Pour le droit au choix de son existence, soutenons R. »

Mais ces tentatives de mobilisation locale sur le problème foncier demeurent exceptionnelles et en tout cas récentes. De façon très générale, la pénurie de terres est pour beaucoup dans la précarité des expériences agricoles « marginales » tentées depuis 1968 et explique en grande partie leur faible longévité.

### La résistance de l'utopie

À cette difficulté s'en ajoute une autre qui éprouve durement les utopies du retour, c'est le rejet dont les « hippies » ont fait et font toujours l'objet de la part de la population locale; rejet qui englobe tout nouvel arrivant tant soit peu chevelu ou barbu, et pas seulement les communautés, à propos desquelles circulent les rumeurs les plus extravagantes. Les faits ont cruellement démenti les représentations idylliques de la vie villageoise. Ils ont, au contraire, prouvé l'efficacité des réseaux d'intersurveillance. On peut même dire que, dans certaines vallées des Cévennes ou de l'Ariège, les derniers habitants présents dans les hameaux sont devenus, en bloc, auxiliaires de la police, relevant les numéros des plaques minéralogiques, guettant à la jumelle les pratiques supposées aberrantes des « hippies » et dénonçant, au besoin, les « nudistes », les « drogués » et autres « fléaux sociaux ». Il n'y a pas de groupe d'« installés » qui n'ait eu à endurer les « descentes » continues de gendarmes, ordinairement désœuvrés, qui se sont faits les plus efficaces agents de la diffusion des « rumeurs » sur le compte des « chevelus »; pas de communauté qui n'ait connu le fichage systématique, les perquisitions sans mandat, voire les brutalités. En Ariège, où cette répression directe fut probablement la plus dure, des procès pour délits de mœurs ont été engagés contre des « marginaux » coupables de s'être baignés ou bronzés nus. Nulle part, en tout cas, les « hippies » n'échappent au « flicage », à la surveillance et à la suspicion.

« Cela va mieux maintenant pour nous, dit Alain, éleveur avec sa femme sur le plateau de Millevaches, "ils" ne passent plus que de nuit, en voiture. Mais à X on a des copains qui se sont fait perquisitionner il n'y a pas longtemps. Ils cherchaient de la drogue, comme toujours. »

Un de ses voisins nous explique :

« Ce qui est terrible, c'est que dès qu'il y a quelque chose dans le coin, un vol, n'importe quoi, ils débarquent chez nous. Nous, on n'en pouvait plus. Un jour, on leur a dit: "Écoutez, vous pouvez tout de même nous faire un peu confiance..." Ils ne viennent plus trop. »

Et pourtant, il est presque un enfant du pays : il a repris la ferme – abandonnée – de son grand-père. Sa femme est originaire d'une petite ville de Corrèze. Seulement, voilà : ils n'étaient pas mariés jusqu'à la naissance de leur premier enfant, et pour se faire un peu d'argent dans la phase difficile de l'installation, elle allait travailler au village de vacances, lui restant seul sur l'exploitation. Mœurs douteuses... qui leur ont aliéné tous les habitants du pays avant que leur mariage, leur enfant et surtout sa compétence d'ouvrier électricien, qu'il mettait généreusement au service de tous, ne les aient fait sinon accepter, du moins mieux considérer...

Que dire alors du sort des communautés, toujours plus suspectes, quand on sait qu'en dehors du contrôle policier, des « installés » agriculteurs ou artisans sont encore assez couramment victimes d'agressions ? Après l'affaire Conty, des « hippies » ont été bastonnés et jetés dans la rivière, dans les Cévennes ardéchoises. Dans la commune de B. en Ariège, Michel a été « corrigé » par deux éleveurs (d'ailleurs récemment installés dans la plaine) pour avoir tenté de s'opposer à ce qu'ils fassent traverser ses pâtures, déjà trop maigres pour ses moutons, par des troupeaux de 80 à 100 génisses. Trouvant sa voiture renversée dans le fossé, il tentait de la remettre en marche quand il a été pris à partie :

« Ils avaient des barres de fer. Moi, j'avais ma manivelle à la main. Je suis tout à fait non violent. Je l'ai lâchée pour montrer que je n'avais pas l'intention de me battre et je me disais : ils ne me taperont pas s'ils voient que je ne veux pas la bagarre. Eh bien ! qu'est-ce qu'ils m'ont mis ! »

Trois semaines d'hôpital... Mais on lui a « demandé » de ne déclarer que trois jours d'invalidité pour que le procès ait lieu en correctionnelle et non en cour d'assises. Ses agresseurs ont eu un sérieux avertissement. Lui, pour ne pas « ouvrir la guerre », n'avait pas demandé de dommages et intérêts. Mais isolés, traumatisés par l'affaire, Michel et Anne envisagent sérieusement de partir, alors qu'ils se sont lourdement endettés pour acquérir cette terre...

Ce sont là sans doute des cas-limites, mais qui en disent long sur une atmosphère de méfiance et d'hostilité larvée dont aucun nouvel arrivant – sauf rares exceptions – peut dire n'avoir jamais eu à souffrir, et ceci aujourd'hui autant qu'en 1969-1971, qu'il s'agisse de couples ou d'individus aussi bien que de communautés.

Terre rare et chère, pression sociale pesante, contrôle policier, hivers rigoureux, absence d'emplois locaux... Mais qu'est-ce qui faisait, qu'est-ce qui fait encore courir les immigrants de l'utopie ? Toutes ces difficultés ont été rapidement connues des candidats au départ, et pourtant, malgré le

nombre de ceux qui échouent ou renoncent, les demandeurs augmentent. Michel W., pasteur dans le Gard, raconte ce « rush » :

« Deux ans après 1968, ils étaient des centaines. Il y a eu un déchet énorme. Certains, on savait en les voyant arriver qu'ils ne resteraient pas, ce sont ceux qui cherchaient le paradis... À l'époque, je recevais quatre lettres par semaine, complètement débilés, du genre : "Trouvez-moi une propriété avec une maison bien exposée et un peu de bonne terre..." Cela a duré jusqu'en 1973. C'était la pleine période du mythe communautaire : ils arrivaient en groupe et restaient six mois. En 1973-1974, il restait peut-être 500 ou 600 Néo-Cévenols. Mais, depuis 1974-1975, il y a une remontée, on voit arriver des gens très jeunes, la génération d'après 68, mais surtout des "vieux" – la trentaine et plus – qui ont un projet, un peu d'argent, et qui ont soigneusement préparé leur arrivée. Ils arrivent avec femme et enfants, ils s'installent sérieusement et ils restent au moins deux ou trois ans... »

Jean R., curé en Lozère, qui accueille énormément de nouveaux arrivants dans son presbytère et en a aidé plus d'un, a fait exactement les mêmes observations : il y a eu des vagues successives d'arrivées. Des premières communautés, il reste aujourd'hui peu de témoins, mais le phénomène, loin de se tarir, prend aujourd'hui une autre forme : les « installés » préparent leur arrivée.

« Ils ne partent pas sans biscuit », mais « depuis un ou deux étés, on voit naître une immigration de gens très jeunes, qui sortent du lycée, qui n'ont rien appris des échecs de leurs aînés. Le romantisme continue ! Le mouvement écologique est là-dessous, mais au moins autant la perspective de ne pas trouver de travail... »

La crise économique et ses effets – le chômage des jeunes au premier chef – doivent certainement être mis au centre des explications du processus de départ de jeunes urbains – étudiants et ouvriers – vers la campagne, depuis deux ou trois ans. Reste à comprendre ce qui les fait se diriger principalement vers des régions où il est plus difficile qu'ailleurs de trouver des moyens de subsistance. Qu'est-ce qui a poussé et pousse encore tant d'entre eux à réduire considérablement leur consommation, à se priver même du bien-être minimum pour tenter l'expérience ? Des dizaines de fois au cours de nos enquêtes, nous avons entendu ces réflexions : « Ça, on en a bavé ! » ou « Je me demande comment on a tenu ». Certains nous racontent tel hiver où ils ont vécu de riz complet, exclusivement, jusqu'à la nausée, voire de pâtes pour chat !



« Quand j'ai connu Bernard, raconte Nicole, installée avec lui depuis quatre ans sur le plateau de Millevaches, il venait de passer un hiver tout seul ici. Il était vraiment sous-alimenté si bien que dès qu'il s'asseyait, pouf, il tombait endormi. Comme ça, comme une masse, n'importe où... » Et l'intéressé complète: « Quand j'allais manger quelque part, j'avais tellement perdu l'habitude de faire un vrai repas, que je ne pouvais rien avaler. Maintenant, la seule idée du riz complet me rend malade! »

Pas question ici de misérabilisme, et s'il fallait le refaire, ils le referaient.

« Tout simplement parce que vivre mal ici, c'est tout de même autre chose que de vivre mal en ville, et dès qu'on arrive à s'en sortir un tout petit peu alors, là, on vit beaucoup mieux qu'en ville, même avec très peu de choses. »

Il reste que la fatigue physique, liée à ces difficultés matérielles, a été et est encore un facteur très important de fragilité des expériences rurales. Elle est pour beaucoup dans cette apathie généralisée, ce « laisser faire » caractéristique de groupes en crise ou sur le point de se séparer. Le projet communautaire se dissout dans une espèce d'épuisement collectif, et personne ne prend plus en charge la vie du groupe tout simplement parce que personne n'en a plus la force physique... Dans des régions où la terre impose un travail acharné, la sanction est immédiate surtout lorsque les intéressés étaient, au départ, peu préparés à une activité manuelle continue.

« Mais pourquoi diable veulent-ils tous faire des chèvres! » s'exclamait devant nous un agriculteur cévenol qui avait entrepris de nous démontrer qu'en Cévennes l'agriculture n'est pas viable. « S'ils veulent vivre au grand air, pourquoi ne s'embauchent-ils pas à la scierie? À X, ils cherchent du monde, ils auraient au moins un salaire sûr... » Ce « point de vue de bon sens », selon l'intéressé, laisse complètement de marbre ceux pour qui l'agriculture, plus qu'un mode de subsistance, est d'abord une manière de vivre, souvent mythifiée il est vrai: « On arrive tout feu tout flamme, et on s'aperçoit qu'ici tout est dur. La terre, c'est des cailloux; la pente, il faut tout faire à dos d'homme... on tient un mois, un an, on n'en peut plus, on est crevé, crevé... », nous confiait, à la veille du redépart, un « néo-agriculteur » cévenol.

Mais l'évocation des échecs des autres est de peu de poids face à une volonté utopique qui s'enracine dans un dégoût de la ville, du travail parcellisé, de la pollution, du cycle métro-boulot-dodo :

« Nous sommes venus là pour voir vivre la nature, pour voir les saisons, pour voir les bêtes, je ne veux pas que mon fils apprenne la nature dans les livres. » « Savez-vous qu'au Japon on diffuse des chants d'oiseaux dans

les rues, pour empêcher les gens de flipper? Moi, je ne veux pas devenir fou... » « Oui, c'est très dur de vivre ici, mais la montagne est tellement belle! » « Nous étions venus en vacances, nous n'avons pas pu repartir » (ou « nous avons tout fait pour revenir »).

Patrice, « installé » depuis cinq ans dans un village de montagne, en Ariège, à qui nous avons demandé de nous raconter son itinéraire, nous a fait monter une demi-heure dans la neige, pour nous emmener en haut d'une crête dont la vue s'étendait à toute la chaîne des Pyrénées : nous avons mieux compris alors pourquoi – selon ses propres mots – et malgré toutes les difficultés, il « s'accrochait ».

L'attrait esthétique pour le « bout du monde » a joué et joue son rôle dans le phénomène du retour : c'est vrai notamment en Cévennes, région de granits et de schistes, traversée de multiples cours d'eau qui dessinent des vallées étroites communiquant peu entre elles ; région isolée par rapport aux grands axes nationaux de communication, où l'habitat est dispersé en de très nombreux hameaux, très autonomes les uns par rapport aux autres et peu dépendants d'un centre communal quelconque. C'est une impression qu'on ressent également dans les vallées hautes de l'Ariège, ou sur le plateau de Millevaches.

Mais il y a plus : dans ces régions dont les habitants sont partis, l'histoire est cependant fortement présente. Ces maisons vides, ces exploitations en friche, ces terrasses éboulées témoignent, en creux, d'une civilisation passée et – qui plus est – d'une civilisation détruite par cette société capitaliste industrielle et urbaine que, précisément, on refuse. Le rapport symbolique que les « marginaux » entretiennent à l'espace désertifié concentre ce qui fait *le mouvement même de l'utopie : un appel au passé, qu'on reconstitue souvent en un âge d'or magnifié contre un présent qu'on rejette, en vue d'un avenir radicalement autre*<sup>1</sup>. Ce mouvement ne se retrouve pas également présent dans toutes les tentatives du retour à la terre : selon les phases de la conjoncture, l'accent sera mis plus ou moins fortement sur la référence au passé, ou sur la projection dans le futur. Les expériences communautaires les plus directement liées au mouvement de Mai 68, celles des années 1969-1971, furent aussi les moins marquées par une volonté de « retour aux sources » qui ira au contraire en s'amplifiant dans les années suivantes. Parmi les arrivants les plus impliqués dans les événements du printemps 68, une idée avait largement cours : celle d'une reprise imminente

---

1. Nous empruntons cette définition de l'utopie à Jean Ségué, « Une sociologie des sociétés imaginées : monachisme et utopie », *Annales*, ESC, mars-avril 1971, p. 328-354.

du mouvement ou d'un éclatement très prochain des structures sociales. Elle justifiait un immédiatisme révolutionnaire : « Changer sa vie et changer la vie », exclusif de tout appel au passé. Le recul progressif de l'échéance accentuera au contraire le fantasme d'une continuité, inscrite dans les pierres et la terre entre les réfractaires des temps passés et les contestataires de la société bureaucratique de consommation dirigée (comme dirait Henri Lefebvre).

C'est certainement en Cévennes que les nouveaux arrivants ont fondé et fondent encore les plus grands espoirs dans la possibilité d'inscrire leur propre refus de la société industrielle et de ses nuisances dans une tradition historique de résistance :

« Ce n'est pas par hasard si je suis venu en Cévennes », souligne Jean-Claude Besson-Girard qui anime, en Cévennes gardoises, l'agence d'information pour le développement et l'épanouissement en Cévennes (AIDEC), réseau de contacts et de réflexion collective entre les "marginiaux". « Je me rends compte que, dans ma démarche, je rejoins un type de démarche réfractaire qui est inscrite dans les pierres de cette maison [...]. Les Cévennes, c'est un pays qui résiste. L'ensemble de l'histoire cévenole a été, depuis des siècles, une histoire réfractaire au pouvoir central. Elle a amené les Cévenols à créer des tas de formes de vie différentes. Beaucoup, bien sûr, sont résignés devant la situation économique, et comme nous on ne l'est pas, ils nous considèrent un peu comme des cinglés. Mais la rencontre entre tous ces réfractaires – Cévenols de souche et Cévenols d'adoption – offre des capacités d'invention et de création extraordinaires, tant géographiques qu'historiques. Une autre société est possible, ici, basée sur des échanges limités, et une consommation locale. »

Certes, ce n'est pas la mémoire des Cathares qui a incité des groupes nombreux à s'installer en Ariège plutôt qu'ailleurs ! ni même l'évocation de la résistance des paysans ariégeois à la mainmise des maîtres de forge sur la forêt, popularisée par la présentation, à la télévision, du film *La Guerre des demoiselles*... Et le souvenir des camisards, plus familier au grand public du fait des romans de Jean-Pierre Chabrol ou du film de René Allio, a joué un rôle à peine plus important en Cévennes... Mais l'idée d'une « résistance locale », reprise et célébrée par les mouvements occitans, par les mouvements de défense du « país » suscités par l'extension du camp militaire du Larzac, par le projet de construction d'un barrage à Naussac, par les luttes antinucléaires, par la montée des revendications du droit à l'emploi sur place, etc., a plané – dès ses débuts – sur le mouvement du « retour » et contribué à faire de ces régions, à la fois désertifiées et menacées par les formes nouvelles d'emprise du capitalisme sur l'espace rural, de hauts lieux utopiques.

**Annexe**

On dispose, sur le phénomène du retour, de très peu de données démographiques fiables.

Guenhael Jegouzo, (« Le retour à l'agriculture, est-il un phénomène statistiquement marginal ? », *Pour*, n° 57, novembre-décembre 1978) conclut ses réflexions par une interrogation :

« On ne sait pas très bien si l'agriculture attire à nouveau davantage les hommes, mais on peut douter qu'il en soit ainsi pour les femmes. »

Une place particulière doit cependant être faite aux travaux d'André Soulier, du centre régional de la productivité et des études économiques de Montpellier, les seuls qui fournissent, sur des régions nettement circonscrites, des éléments statistiques sérieux sur les nouveaux occupants de l'espace rural.

— « Caractéristiques du retour à la terre dans trois communes rurales de l'arrière-pays occitan », *Bas-Rhône-Languedoc*, n° 83, avril-juin 1977 ;

— « Le retour à la terre », *Espace 90*, juin-juillet 1977 ;

— « Les nouveaux occupants de l'espace rural. Contribution à l'étude des changements économiques et sociaux de l'arrière-pays, languedocien : exemple des Causses et des Cévennes lozériennes », *Économie méridionale*, n° 100.

À propos de la Lozère, il indique dans ce dernier article :

« En rapportant le nombre d'immigrants au nombre total d'habitants, on note que 23,3 % de la population caussenarde et cévenole était en 1975 composée d'arrivants de fraîche date, ce qui est considérable dans des collectivités où seuls jusque-là les mouvements de départ paraissaient revêtir quelque importance. »

Le fait essentiel est que « l'originalité du courant d'immigration réside moins dans son accroissement global, au demeurant extrêmement modéré, que dans son changement de nature. À une immigration interne en diminution se substitue désormais une immigration externe en expansion, signe de changements profonds ».

| Immigrés communaux selon leur précédent domicile | 1968 | 1975 |
|--|------|------|
| Venus du même département                        | 43   | 31   |
| Venus d'autres départements de la région         | 15   | 21,5 |
| Venus d'une autre région                         | 30   | 39   |
| Venus d'hors métropole                           | 12   | 8,5  |
| (rapatriés non compris)                          | 100  | 100  |

## LE RETOUR À LA NATURE

Que représente, dans ce phénomène d'immigration globalement entendu, le mouvement dit du retour à la terre ?

L'article d'André Soulier, à propos des Cévennes lozériennes, présente des données chiffrées très éclairantes :

| Répartition sectorielle des actifs et retraités      | Nombre | %    |
|--|--------|------|
| Retour à la terre                                    | 190    | 19   |
| Secondaire (sauf artisans mais forestiers compris)   | 164    | 17   |
| Tertiaire  | 409    | 41,5 |
| Retraités  | 222    | 22,5 |
|  | 985    | 100  |
| Décomposition du flux du retour à la terre en Lozère | Nombre | %    |
| Agriculteurs exploitants                             | 68     | 36   |
| Agriculteurs salariés                                | 30     | 16   |
| Artisans d'art                                       | 18     | 10   |
| Artistes   | 10     | 5    |
| Autres artisans                                      | 17     | 9    |
| Chômeurs   | 16     | 8    |
| Étudiants  | 31     | 16   |
|  | 190    | 100  |

« Composition du flux : les agriculteurs, exploitants ou non composent 52 % du flux et se singularisent à un double titre : par leurs antécédents d'abord. Presque tous sont originaires d'une grande ville, et presque tous issus d'une profession sans rapport avec l'agriculture. Par le type d'agriculture pratiquée ensuite. L'élevage des chèvres est le cas le plus fréquent. Le genre de vie (près de la nature), l'autosubsistance et parfois la pratique communautaire l'emportent sur la perspective productiviste et le désir de profit. La présence d'un nombre relativement important d'ouvriers agricoles dans cet échantillon ne doit pas faire illusion (excepté deux bergers et quelques travailleurs permanents, souvent venus des pays méditerranéens). Il s'agit le plus souvent d'ouvriers occasionnels, dont le revenu intermittent permet à diverses communautés de disposer de quelque argent liquide.

Les artisans d'art sont les plus proches voisins des néo-agriculteurs et vivent souvent dans le même hameau, voire dans la même communauté. Relativement nombreux (on en compte 18), ils se répartissent en deux types principaux : ceux qui travaillent le cuir et font des bijoux (les plus mobiles) et ceux qui pratiquent le tissage et travaillent le bois ou le fer (les plus stables). Viennent s'y adjoindre les "artistes" (5 %) dont certains se